

Défaillances d'entreprises au 2^e trimestre 2010

Danielle Jabot

Service statistique

A compter du 1^{er} trimestre 2010, les statistiques de défaillances concernent les défaillances d'entreprises en date de jugement

Au 2^e trimestre 2010, le nombre de défaillances d'entreprises jugées en Ile-de-France s'élève à 2 408.

Les défaillances au cours des douze derniers mois sont en forte baisse par rapport aux douze mois précédents dans la région capitale (-10,7 %).

En France métropolitaine, le nombre d'entreprises défaillantes est en légère baisse (-2 %) durant la même période, contrairement au trimestre précédent où il était en hausse sur une année glissante.

Cette baisse des défaillances d'entreprises se retrouve dans presque tous les secteurs d'activité en Ile-de-France. Elle est importante dans le secteur du commerce et de la réparation (-13,6 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises diminue de façon importante à Paris (-40,1 %) et en Seine-et-Marne (-12,3 %) alors qu'il augmente dans les autres départements.

Rédaction achevée le 6 décembre 2010

Les chiffres clés

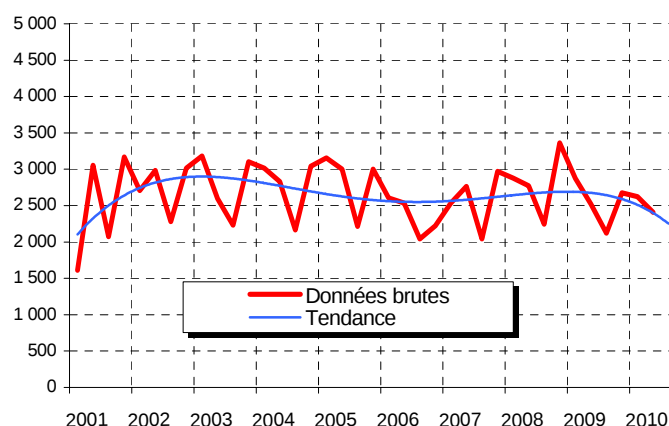
Défaillances d'entreprises en date de jugement	2 ^e trimestre 2010	Données brutes
		Variation sur une année glissante (%) (1)
Ile-de-France	2 408	-10,7
France métropolitaine	12 496	-2,0

(1) Evolution entre les quatre derniers trimestres et les quatre trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement sur 10 ans



Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement selon le secteur d'activité

Secteurs d'activité						Données brutes	
	2009		2010		Cumul	Variation sur une année glissante	
	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	sur un an (1)	en % (2)
Ile-de-France	2 521	2 123	2 675	2 625	2 408	9 831	-10,7
Industrie	168	137	148	158	143	586	-22,4
- dont industrie manufacturière	164	133	146	153	142	574	-21,5
Construction	642	525	777	727	702	2 731	-2,6
Commerce, transports, hébergement et restauration	853	727	870	865	782	3 244	-11,7
- Commerce-réparation	542	479	557	536	511	2 083	-13,6
- Transports	116	86	116	145	101	448	-5,1
- Hébergement et restauration	195	162	197	184	170	713	-9,5
Information et communication	149	153	136	124	119	532	-15,3
Activités financières	52	38	47	54	63	202	62,9
Activités immobilières	82	69	70	68	48	255	-32,2
Activités de services spécialisées et de soutien	396	345	442	429	369	1 585	-15,2
Enseignement, santé, action sociale	49	41	68	58	57	224	-5,1
Autres activités de services	130	88	117	142	125	472	-12,6
France métropolitaine	12 966	11 293	13 249	14 217	12 496	51 255	-2,0

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Evolution entre les 4 derniers trimestres et les 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : BODACC

Défaillances d'entreprises en date de jugement selon les départements

Départements						Données brutes	
	2009		2010		Cumul	Variation sur une année glissante	
	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	sur un an (1)	en % (2)
Paris	597	474	539	578	497	2 088	-40,1
Hauts-de-Seine	299	248	330	341	296	1 215	3,3
Seine-Saint-Denis	369	373	479	390	384	1 626	7,6
Val-de-Marne	280	258	286	296	291	1 131	10,9
Seine-et-Marne	217	177	216	250	205	848	-12,3
Yvelines	250	214	253	260	219	946	0,4
Essonne	225	175	258	234	277	944	7,6
Val-d'Oise	284	204	314	276	239	1 033	0,9
Ile-de-France	2 521	2 123	2 675	2 625	2 408	9 831	-10,7

(1) Somme des 4 derniers trimestres

(2) Evolution entre les 4 derniers trimestres et les 4 trimestres précédents

Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : BODACC

METHODOLOGIE :

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue de ces procédures.

La notion de défaillance est différente de celle, plus large de cessation qui correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Une cessation est consécutive à la mort « naturelle » d'une entreprise quand le chef d'entreprise prend l'initiative de cesser son activité.

Sources : les statistiques de défaillances proviennent du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales), qui publie tous les mois les jugements intervenus au cours des mois précédents. Des aléas techniques peuvent faire varier considérablement le volume des publications (vacances, grèves, rattrapages ...). Compte tenu du décalage entre la date du jugement et celle de la publication, il faut attendre environ six mois pour que la statistique à la date du jugement soit pratiquement définitive. Les données utilisées dans ce document sont celles en date de jugement.

Champ des données : afin d'harmoniser les séries des créations et des défaillances d'entreprises, le champ des défaillances a été élargi au secteur financier et aux activités de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (inclus dans le secteur tertiaire). La série des défaillances a été recalculée depuis 1993 avec le nouveau champ élargi. Dorénavant, les séries de défaillances couvrent l'ensemble des secteurs d'activités marchandes, hors agriculture.